



## Editorial : Quelle France Voulons-nous ?

Par Dominique Lavigne

Être de gauche aujourd'hui qu'est ce que cela veut bien dire ? Déception, désillusion, perte de repère, aucune perspective de changer le quotidien, un avenir précaire, tous les ingrédients sont réunis pour tenter de nous plomber le moral et nous maintenir dans la résignation.

JL MELANCHON déclarait : « aujourd'hui, quand vous dites je suis de gauche, les gens comprennent que vous êtes avec VALLS et HOLLANDE. Pour nous c'est un crève-cœur. Le crime majeur de ce tandem est de nous avoir volé le mot qui nous désignait. Pourquoi nous l'ont ils volé ? Pour masquer qu'ils font une politique de droite. » VALLS n'a-t-il pas idée, selon les médias, d'abandonner la référence à la dénomination de socialiste car trop ringarde tout en regrettant l'absence d'alliance avec Bayrou ?

Plus près de nous, notre nouveau Maire s'est identifié un coup divers droit, puis divers gauche. Après s'être proclamé finalement de gauche lors de la campagne électorale, à peine installé, il pratique une vraie politique de droite, en favorisant le copinage dans les affaires, en augmentant la taxe d'installation des nouveaux Boucalais pour pallier le désengagement de l'état sur les dotations, en ne remplaçant pas le personnel partant à la retraite...

Faire payer aux plus pauvres les frais de la crise, donner sans contrepartie des milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales aux grands patrons, réduire les dotations des collectivités locales, dépouiller les services publics, c'est ça une vraie politique de droite.

Et lorsque c'est un président Socialiste avec un gouvernement socialiste qui mène cette politique, avouez qu'il y a de quoi douter ! D'autant que ce même Président comme notre Maire n'ont pas été élus sur les programmes qu'ils mettent en application.

Alors les véritables valeurs de gauche : solidarité, justice sociale n'existeraient plus ?

A en croire nos pseudo spécialistes professeurs d'économie qui s'expriment à longueur de journées sur le petit écran, la gauche n'existerait plus, balayée par la pensée unique depuis que HOLLANDE et PS ont basculé dans le libéralisme.

Et bien non ! Heureusement la machine déraile.

Une opposition grandissante à la politique du gouvernement, y compris dans son camp, s'exprime dans le pays et nous n'y sommes pas pour rien. Le PCF mène depuis l'élection du Président HOLLANDE une résistance farouche à sa politique d'austérité.

De plus en plus de voix s'expriment pour dire que cette politique est un échec, les résultats espérés ne sont pas là, le chômage ne baisse pas, le déficit de l'état se creuse inexorablement, la pauvreté gagne du terrain chaque jour, les jeunes sont de plus en plus dans la précarité.

La santé n'est pas malade de trop de dépenses mais d'un manque de recettes. En brisant l'universalité de la politique familiale, le gouvernement ouvre une brèche qui menacera demain les remboursements de la sécurité sociale, voire la gratuité de l'école et casse les principes de solidarité.

Il est possible de faire autre chose. Les propositions de changement ne manquent pas. Il est possible de construire une véritable alternative à gauche. Martine AUBRY déclarait ces jours-ci : « le gouvernement peut encore réussir à condition d'emprunter le bon chemin dans les deux ans qui viennent » et d'ajouter « en réorientant la politique économique ».

Cela ne se fera pas tout seul. C'est pourquoi depuis cet été, le PCF mène une campagne auprès de tous les citoyens et les forces progressistes qui ne se reconnaissent pas dans la politique actuelle, en les invitant à se rencontrer pour construire la politique de gauche dont le pays a besoin. Quelle France voulons-nous ?

C'est ensemble, réunis dans le débat et l'action que nous réussirons

La cour des comptes estime la fraude patronale sur les cotisations des employeurs entre 20,1 et 24,9 milliards d'euros. Les 71 milliards annuels de cadeaux divers sous forme de crédit d'impôts ou d'exonérations de cotisations offerts au grand patronat doivent revenir à la solidarité nationale.



## Deux bateaux ivres

Le Front de Gauche avait été vital à François Hollande pour son élection mais très vite ses propres ministres ne furent ni gênés ni meurtris, que le Front de Gauche soit relégué au placard de l'EXTREME. Dans les médias, ils baissèrent le front, avec peut-être de la honte, pourquoi pas une satisfaction dissimulée, jusqu'à ce que l'un d'eux reprenne carrément à son compte la fameuse disqualification d'EXTREME. En somme, au diable les Laurent, les Mélenchon, les Piquet, et tous les autres, des millions : c'est insupportable aux oreilles de l'ENArchie et consort que l'on défende les acquis, les luttes des travailleurs, les distinctions de classe, les avancées sociales, que l'on dénonce les renoncements.

...En réponse, entre casseroles et embrouilles, des symboles nous arrivent, inquiétants : un petit baron de Rothschild se retrouve ministre socialiste de Valls, Valls, lui est gêné par l'appellation « Parti Socialiste ».

Au fond, pour le PS, ce n'est que « à toi et à moi » avec l'UMP. Sauf qu'après incompréhensions et désarrois, le peuple est maintenant mortifié devant le spectacle de ces deux bateaux ivres. Dans le premier, voilà un commandant entouré d'un aréopage galonné qui se bouscule pour les ors de la République, certains guignant le titre de Calife à la place du Calife, d'autres ayant déjà été jetés par-dessus bord, mais s'agrippant tenacement à la coque. Et un équipage tous azimuts s'étripant impitoyablement, mais en toute amitié, et avec des bisous.

Dans le deuxième, ce n'est pas mieux. On s'y bastonne anarchiquement. Comme la place est vacante, l'ancien commandant dégommé, obnubilé par la cabine de pilotage, voudrait grimper le premier

sur la passerelle. Excellent nageur dans les eaux troubles, il s'accroche, avec des sourires pour les photos, malgré les petits poissons tenaces, car protecteurs des lois républicaines qui ne cessent de le mordre.

De plus, il voit s'approcher une sorte de pinasse girondine, pas très rigolote, et aussi, à quelques encablures, une embarcation au pavillon inquiétant, toute gonflée d'orgueil à la vue des deux bateaux ivres.

Au-delà des images, que faire ? Difficile au Front de Gauche de lutter contre le large consensus politico-médiatique qui le fait disparaître des écrans, ou le maintient dans le silence radio, ou sait l'utiliser parfois, mais pour l'anecdote. Il serait humain de désespérer au fil des jours à force de cet ostracisme et des nouvelles quotidiennes, et la crise, et la dette, et le chômage et encore un sac de nœuds au gouvernement, et le réchauffement de la planète, et tutti quanti... Cependant, refusons les fardeaux dont on nous accable ! Même si on ne peut agir sur les choses, ayons la liberté de les nommer, ou de les dénoncer ! Votons en masse à toutes les élections à venir ! Dans la grande chaîne de la vie, que les progrès inventés par nos aînés profitent aussi à nos enfants et petits-enfants ! Et puis, en utilisant une image cinématographique, ne pas oublier qu'un film à gros budget, annoncé avec tapage, peut se révéler être un navet et faire fiasco illico ; Alors qu'un film modestement élaboré, jamais promu, mais riche d'invention, de générosité, d'humanité, peut faire un tabac grâce au bouche à oreille.

Christian Dubau

## Retraites : des vessies pour des lanternes

A grand renfort de médias/com., le gouvernement a annoncé une revalorisation royale de 8 euros par mois pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ex minimum vieillesse) et pour les 8 millions de retraités dont la pension est inférieure à 1200 euros par mois, une prime de ...40 euros versée une seule et unique fois. La pension des autres est gelée jusqu'en octobre 2015.

C'était le premier étage du pacte de responsabilité. Le second, toujours au nom de la rigueur budgétaire, rapportera 40 milliards d'euros aux employeurs en plus des 175 milliards d'aides publiques que touchent chaque année les entreprises, sans aucune condition ni contrepartie ! (300 millions pour les banques ou par exemple encore plus de 50 millions pour le groupe Carrefour... Et ceux qui en ont vraiment besoin, les petits entrepreneurs dans la fournaise du marché mondial continuent de ramer.

Le MEDEF s'en réjouit quand les dividendes du CAC 40 explosent de 30% en un an !

Non, les vessies néolibérales ne seront jamais des lanternes de gauche, et l'enfumage de la dette ne peut masquer éternellement les intérêts de la finance.

Jean Prudet

Nos élu(e)s : Marie-José ESPIAUBE, Christine DAVID, Jean-Pierre CRESPO, Jean DUBOURDIEU

Les difficultés pour ne pas dire l'ostracisme dont nous sommes victimes au sein des médias locaux, nous amène à communiquer sur la vie de la municipalité à travers notre bulletin l'Étincelle. Sans entrer dans la polémique systématique, il est des événements qui ne peuvent être passés sous silence. Francis Gonzalez dit dans le journal « Sud Ouest » du 27 octobre que le diagnostic qu'il a effectué confirme la mésestimation et l'animosité affichées lors de la campagne électorale entre le PCF et le PS. Cela aurait eu des incidences sur la gouvernance avec les salariés de la commune sans citer d'exemples. Cette affirmation relève davantage de la calomnie que du mensonge. Il en est de même quand Francis Gonzalez parle de laxisme de la mandature précédente alors que tous les dossiers ont été traités avec le plus grand sérieux, avec notre personnel et les professionnels dont les compétences et l'implication ne font aucun doute.

#### **Aménagement des places SEMARD et PERY :**

Ce projet faisait l'unanimité du conseil municipal précédent. Le Maire et Madame Thébaud l'avaient accompagné, avaient accepté tous les pré-requis, et avaient voté les délibérations concernant les travaux (y compris le plan de financement, en connaissance de cause, puisque l'opposition était parfaitement informée de la situation financière de la commune).

Pourquoi monsieur le Maire n'est-il plus, aujourd'hui, favorable à ce projet ?

La vérité est que monsieur le Maire a clairement indiqué à l'architecte Monsieur Andueza qu'il voulait installer la fête foraine des fêtes du Boucau à cet endroit, et non pas au square Max Dormoy comme cela été prévu. Ce que nous regrettons c'est bien sûr ce manque de franchise et de courage. Monsieur Gonzalez ne cesse d'évoquer le coût trop onéreux du projet. Mais nous démontrerons plus loin qu'il n'en est rien. D'autres, comme Monsieur Lassabe notamment, évoquent un nombre de place de stationnement réduit de moitié (ce qui est absolument faux) ou bien l'impossibilité d'y installer le marché du samedi ou encore, des pavés difficiles à entretenir : une aberration de plus. Monsieur Gonzalez, qui n'a jamais indiqué durant sa campagne qu'il remettrait ce projet en cause dès son élection, refuse de le présenter à la population comme nous l'avions fait à deux reprises. Il n'a pas répondu à notre demande de Référendum

décisionnel local, projet contre projet, permettant de mettre un terme, à ce qui est devenu aujourd'hui, un sujet polémique.

Le financement du projet :

Il comprenait les places Sémard, Perry et la rue de Montilla. Aujourd'hui seule la place Sémard sera traitée. Il y a donc mécaniquement une baisse du coût des travaux d'environ 25%. D'autre part, le limogeage de l'architecte Monsieur Andueza a coûté très cher : 45.000€ d'honoraires jetés à la poubelle ainsi que 1.000€ de dédommagement.

La participation du Conseil Général revu à la baisse en raison de la nouvelle définition du projet : 80.000€ de perte sèche supplémentaire. Au total c'est 126.000€ dilapidés par Monsieur le maire. Quand à l'"économie" réalisée par l'abandon des travaux place Perry et rue de Montilla, elle n'en est pas une, puisque ces travaux restent à faire... probablement par les générations futures.

La commune du Boucau a les moyens de réaliser le projet présenté par un architecte connu et reconnu pour ses qualités et son savoir faire. Monsieur Lassabe disait de lui : « le projet de Monsieur Andueza est très bien, il plaisait, ce n'est pas le souci. Monsieur Andueza est un artiste de qualité, mais ses idées coûtent cher. » Si ses aveux nous confortent dans nos idées, nous sommes aujourd'hui très triste pour notre commune.

#### **Taxe d'aménagement :**

Autre décision sur laquelle nous nous sommes élevés : la modification du taux de la taxe d'aménagement (payée par les nouveaux propriétaires sur la commune) qui passe de 2% à 5% du coût de l'opération au prétexte que les communes environnantes l'appliquent déjà à ce niveau, et que le désengagement de l'État appauvri les recettes communales.

Nous avons voté contre cette décision inique, car aller chercher de l'argent dans la poche des boucalais voulant accéder à la propriété pour améliorer les finances locales est scandaleux. Cela équivaut à une augmentation d'impôt déguisée et cible une seule frange de la population, qui au contraire, mériterait d'être mieux aidée.

#### **Projet de La Lèbe :**

Quand Francis Gonzalez déclare dans le Sud Ouest au sujet du projet de l'aménagement de la Lèbe : « depuis douze ans, tout a été dit, rien n'a été acheté ». Il démontre une fois de plus sa volonté de mépriser le travail effectué par ses prédécesseurs. La genèse des différentes étapes de ce projet sous la responsabilité de notre assistant en maîtrise d'ouvrage et des élus peut se résumer ainsi :

- Élaboration d'une étude environnementale par un cabinet spécialisé :

- Mise en place d'un comité de pilotage (COPIL) comprenant élus, techniciens, agglomération, personnes référentes, sociologues... auquel Monsieur Gonzalez a participé, même si sa contribution a été égale à 0.

- Ont été lancés et réalisés conjointement : les phases de

concertation légale, le dossier de création de la ZAC et de DUP (déclaration d'utilité publique).

- Un appel à idée avec trois équipes d'architectes urbanistes.

- La réalisation de la synthèse avec un rapport de présentation général.

- La présentation du projet au public lors d'une réunion publique.

- La désignation d'un aménageur : la SEPA.

La signature d'un protocole d'accord avec les riverains du chemin du Pont Neuf par Francis Gonzalez n'est qu'anecdotique et ne reprend seulement que ce qui avait déjà été dit et écrit. Ce projet est maintenant prêt à rentrer dans une phase active. Encore faut-il que la municipalité en ait la volonté politique. La balle est dans le camp des élus de la majorité.

### M. Le Maire de Boucau "brade" sa ville au sein de l' ACBA

Lors du Conseil Communautaire du 30 septembre 2014, une délibération concernant la décision modificative du budget annexe du service de l'assainissement a été présentée.

L'opposition dont je fais partie a reproché à la nouvelle majorité cette délibération alors que Mr Veunac président de la commission assainissement n'avait organisé aucune réunion préparatoire.

J'ai donc découvert en même temps que mes collègues les chiffres présentés :

Biarritz : + 700 000€, Bidart : +72 000€, Bayonne : +1 200 000€  
Anglet : - 50 000€, Boucau : - 130 000€

Alors que l'ancienne majorité dont je faisais partie ainsi que J. Dubourdieu avait prévu:

- Réseaux 80 000€, Réaménagement poste Bilbao 50 000€  
Aucune explication n'a été apportée par Mr Gonzales !

Personne ne sera étonné que, lors de l'inauguration de la salle J.Cartillon, M.JR Etchegaray Président de l'ACBA félicite M. Le Maire pour son esprit communautaire.

### Budget supplémentaire 2014

En séance du Conseil Municipal, Monsieur le Maire a commenté d'une manière très critique les orientations gouvernementales en matière de réduction des dotations d'Etat aux Collectivités Territoriales. Le groupe Communistes et Républicains a le même ressenti sur cette politique désastreuse pour nos concitoyens, mais certainement pas pour les mêmes raisons.

En effet Monsieur le Maire et son équipe ont les mêmes analyses et les mêmes préoccupations que certains partis politiques de droite qui fustigent à tout va la politique de François Hollande.

Le groupe Communistes et Républicains se distingue d'eux car nous pensons et pouvons le prouver qu'il y a une autre politique résolument tournée à gauche pour sortir la France du marasme dans laquelle elle est et pour apporter des solutions aux Français.

C'est dans cet esprit polémique et nauséabond que notre

premier édile a commenté son budget voulant faire croire aux boucalaises et boucalais que la précédente municipalité avait laissé les finances de la ville dans un état frôlant la mise sous tutelle.

Un budget étant voté à l'équilibre, c'est-à-dire que les dépenses sont égales aux recettes, comment dès lors peut-il expliquer qu'en baissant les dépenses d'investissement de 93 000 euros il peut diminuer l'emprunt, donc les recettes de 400 000 euros. Il va manquer 307 000 euros dans la caisse. Y aurait-il des rentrées d'argent non prévues ou cachées ?

Non, tout simplement le résultat de l'année passée est intégré au budget supplémentaire et est très largement positif (il n'avait pu être pris en compte au budget primitif présenté en décembre).

Nous vous laissons juge de cette manière de faire.

### Affaire Garcia

Voilà une affaire qui effectivement peut coûter cher aux contribuables si d'aventure son jugement était défavorable à la Mairie de Boucau.

Nous n'en sommes pas là et avons des arguments à faire valoir pour justifier de cette situation.

En quelques mots nous vous présentons cette affaire :

Au début de la première mandature de Madame Espiaube, il est inscrit au PLU un « Emplacement Réservé » pour une bande de terrain située en bordure de la propriété Garcia afin de réaliser une voie de circulation douce entre la résidence construite derrière cette propriété et la rue Barthassot.

Au début de la dernière mandature cet Emplacement Réservé est étendu à l'ensemble de la propriété Garcia afin de réaliser un programme immobilier à caractère social.

Les héritiers de Monsieur Garcia décident de vendre pour un montant de 650 000 euros.

La Mairie fait estimer le bien par le service des Domaines qui l'évalue à 170 000 euros.

Cette estimation étant supérieure à une possibilité de construction par un bailleur social, la Mairie se retire de l'affaire et décide de modifier le PLU dès le début 2014 pour supprimer cet emplacement réservé. C'est l'Agglomération qui traite les modifications de PLU et il est envisagé une séance courant 1<sup>er</sup> semestre. Sur ces entrefaites nous changeons de Gouvernance et cette opération est « oubliée ».

Où est le laxisme tant décrié par Monsieur le Maire ? NON, nous n'avons pas caché quoi que ce soit, ni même fait preuve de légèreté. Notre urbaniste, lui aussi mis au banc des accusés, et chargé de ces modifications a fait son travail avec beaucoup de conscience professionnelle et, contrairement à celui qui est choisi par la nouvelle équipe, a su nous faire partager une vision novatrice pour le Boucau avec le programme « Boucau 2020 » que nous vous avons présenté à maintes reprises et qui donnait une image valorisante pour Boucau. Boucalaises et Boucalais avez-vous vu un projet présenté par la nouvelle municipalité ? Où en sont les places Sémard et Péri ?

### ID Douteuse/ Idée Coûteuse

On apprend par une publication syndicale qu'un audit concernant l'organisation des services municipaux est réalisé sur la commune.

Qu'un audit soit réalisé, n'est pas contestable, mais que cela se fasse dans l'opacité la plus totale, relève d'un manque de démocratie.

Non seulement les élus de l'opposition n'ont pas été informés de cette décision, mais ils ont appris lors du conseil municipal du 29 septembre qu'elle a un coût de 14400 € ( inscrit au budget supplémentaire ).

Monsieur le Maire qui annonçait lors de la campagne électorale être très vigilant sur les deniers publics, choisit les

services d'ID IP Consulting ( société chargée de sa communication pour sa campagne municipale ) pour réaliser cet audit alors que les compétences du centre de gestion dont la ville est adhérente lui auraient permis de le faire en économisant les deniers publics.

Aujourd'hui, 15 octobre 2014, aucun résultat n'a été présenté !!!

Au-delà de la dépense contestable et du choix ambigu du prestataire, l'opacité dans la gestion de ce dossier nous interpelle quant au minimum de confiance que les élus, tous les élus, et tous les boucalais sont en droit d'attendre.



## Transition énergétique :

### privatisation des barrages hydroélectriques et dépeçage de GDF ?

Alors qu'initialement l'État devait garder la main sur les concessions hydrauliques, celui-ci recule devant le privé et les injonctions libérales de la Commission européenne. Dans la loi de transition énergétique, il était déjà prévu d'ouvrir un peu plus au privé le renouvellement des concessions hydrauliques. Cette fois-ci, l'État va plus loin. Sous la pression de la Commission européenne et du Medef, le gouvernement a cédé. Alors qu'on parlait d'un partage à 51 % pour le public et à 49 % pour le privé, les articles 28 et 29, votés tard dans la nuit de vendredi à samedi derniers à l'Assemblée nationale, ont remis en cause le rôle du service public dans

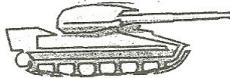
ce secteur. Pour rappel, EDF détenait jusqu'à ce jour 80 % des concessions et GDF, 17 %, à travers ses filiales. Ce ne sera peut-être bientôt plus le cas. Pour André Chassaigne, député communiste, *« ces articles permettent l'ouverture à la concurrence de l'exploitation des concessions, autrement dit la privatisation des barrages. L'article 29 crée ainsi une nouvelle catégorie de société d'économie mixte (SEM) qui va avoir la charge de l'exploitation des nouvelles concessions. Mais ces SEM, originellement prévues avec une part majoritaire du public, voient leur part publique réduite à 34 % du capital. Cela signifie que l'investissement privé va pouvoir*

*monter à 66 %, une privatisation qui ne veut pas dire son nom » !*

En 2005 GDF est dépecé et à partir de 2007 la part de l'État chute à 34% du capital. Les fournisseurs privés rêvent de faire sauter les tarifs réglementés pour les particuliers. Ils ont aussi saisi l'Autorité de la concurrence pour avoir accès au fichier historique des abonnés à GDF..... L'Autorité leur a donné raison !

Conclusion : Comme pour les sociétés d'autoroutes, les « privés » du secteur de l'énergie vont se « gaver » sur le dos des usagers. On est bien loin d'une transition énergétique pour préserver la nature !

Joël Da Silva, 22 oct 2014



#### La guerre au MOYEN ORIENT ,

L'Etat Islamique (EI) avec ses mercenaires « djihadistes » pilonnent depuis plusieurs semaines la ville kurde de Kobané. Dans le même temps l'armée turque reste l'arme au pied, visiblement plus préoccupée d'affaiblir les Kurdes que de combattre l'Etat Islamique bloquant même la frontière pour empêcher les Kurdes turcs d'aider leurs frères syriens même si dans les dernières heures le gouvernement turc a infléchi sa position sous la pression internationale. Dans cette situation la France est enrôlée dans la guerre sans vote du Parlement. Comme l'indiquait Pierre Laurent au sénat « la question n'est pas tant de savoir s'il faut agir ou non, mais comment, avec qui et pour quels objectifs politiques ».

La guerre « chirurgicale » en Irak par les américains et le remake aujourd'hui par les mêmes en Syrie et la France en Irak montre son peu d'efficacité. La France en pleine allégeance à l'OTAN serait mieux inspirée de s'en remettre à l'ONU et de la renforcer. Comme le disait la responsable aux relations internationales du PCF « il est plus aisé de se lancer dans la guerre que d'ouvrir les chemins de la paix » c'est sans doute ce que nous retiendrons des choix de François Hollande.

Joël Da Silva, 21 oct 2014

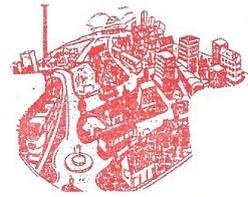
*Les Kurdes sont un peuple iranien, descendant des Mèdes<sup>7</sup>, qui compterait environ 40 millions de personnes<sup>8</sup> vivant surtout en Turquie (Kurdistan du Nord), en Iran (Kurdistan de l'Est), en Irak (Kurdistan du Sud) et en Syrie (Kurdistan de l'Ouest). Depuis un siècle, certains Kurdes luttent pour leur autodétermination, afin d'avoir leur propre patrie, le Kurdistan. Tous les États qui abritent une communauté non négligeable de Kurdes s'opposent activement à la création d'un État kurde, craignant de devoir abandonner une partie de leur territoire national.*

#### BOLIVIE : réélection de Evo Morales



Pour la troisième fois, une grande majorité de Boliviens a exprimé son souhait d'aller plus loin dans les transformations qui ont redonné à la Bolivie et à son peuple la maîtrise de ses richesses. Plus d'un demi-million de personnes a pu sortir de la pauvreté grâce à l'action déterminée du gouvernement qui a permis l'accès à l'éducation, à la santé et à une retraite digne. A méditer !

# Tour de ville



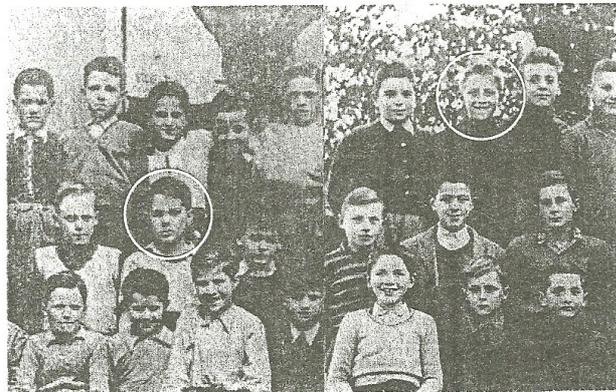
## Vandalisme

La banderole qui barrait la façade du PCF a été arrachée et détruite. Elle disait, SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN ET LES ANTICOLONIALISTES ISRAELIENS. Le massacre de GAZA par l'armée Israélienne a fait 2200 victimes.

C'est à croire qu'il y a des têtes « mal faites » même dans une ville qui sait ce que GUERRE veut dire pour en avoir payé le prix fort.

## Exposition

Ces deux là ne se sont pas perdus de vue. Ils ne sont pas méconnus des Boucalais non plus. Une sculpture de Christian Dubau accueille le public dans le hall de la mairie et il n'est pas rare que Manuel Haramboure confie un tableau au Salon des Amis de l'Art de l'Apollo. C'est ensemble qu'ils exposent à L'Atalante à Bayonne, jusqu'au 8 décembre, sous le titre générique « C'ETAIT BIEN ». Un mano à mano riche de promesses !



## Le billet de Monique

Mes oreilles traînent... j'entends ici et là ... que la municipalité précédente faisait trop " de social ". C'est amusant, surtout quand ce " trop de social " est exprimé par quelqu'un ayant obtenu un logement dans le parc HLM, dénommé sauf erreur " logement social " par excellence, mais confortable, adapté aux moyens financiers... Est-il besoin de noter que sans " le social " un T3 dans le secteur privé, c'est 700 euros plus les charges. Si l'on ajoute à cela le coût de l'eau, de l'électricité, avec un smic à 1100 euros pour vivre, il reste alors... peu de chagrin !

Au fait, le transport scolaire gratuit c'est "trop social" ? La restauration scolaire à tarif modulé, " trop sociale " ? L'attention apportée aux petits, aux grands, aux anciens, aux sportifs " trop aussi" ?

Il serait plus judicieux d'avoir conscience que la politique d'austérité ne fait que paupériser la population et de combattre cela.

Dans un prochain numéro nous examinerons les retombées qu'entraîne pour notre commune la perte de son classement ZEP (Zone d'Education Prioritaire).

Monique Champagne

## Section pcf de Boucau 3, rue Paul Biremont

CRITIQUES

09 61 21 20 63

SUGGESTIONS

CONTACTEZ-NOUS

www.boucau.pcf.fr

COMMENTAIRES

pcf.boucau@wanadoo.fr

Je refuse la politique d'austérité, j'agis, j'adhère au Parti Communiste Français

Nom : ..... Prénom : ..... Adresse : .....

(À envoyer 3, rue Paul Biremont, 64340 BOUCAU)